

91	PRODUCTIE VAN DRINKWATER	0,59
92	ANDERE LEVENSMIDDELENINDUSTRIE	5,39
93	REPARATIES VAN AUTO'S	1,26
99	"andere"?	1,24

BIJLAGE 5 - CONTACTPERSONEN**BIJLAGE 6 - VERZEKERINGSATTEST****BIJLAGE 7 – BIJZONDERE TECHNISCHE VOORWAARDEN**

Bij voorbeeld in geval van afvoer via vrachtwagen (met name, opslaginfrastructuur, afvoervoorwaarden aangezien de milieuvergunning in geen normen voorziet, enz.)"

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018 tot aanneming van het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering en tot wijziging van diverse bepaling van het Waterwetboek en van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 30 november 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200261]

13 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.140, § 1^{er}, inséré par le décret du 5 juin 2008 et modifié par les décrets des 22 juillet 2010, 27 mars 2014 et 17 juillet 2018;

Vu le Code forestier, l'article 3, 1^o, modifié par le décret du 27 octobre 2011;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts;

Vu le rapport du 8 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 12 novembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article R.87 de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « ainsi que les agents de la DGARNE affectés au rôle de garde SOS Environnement-Nature » sont insérés entre les mots « des contrôles » et les mots « sont chargés »;

b) le 17° est remplacé par « 17° les dispositions du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes visées à l'article 63, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature; »;

c) il est complété par un 18° rédigé comme suit :

« 18° les arrêtés d'exécution des lois et décrets visés aux 1° à 12°, 14°, 15° et 16°. ».

Art. 2. L'article R.88 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon des 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " Département de la Ruralité et des Cours d'Eau " sont remplacés par les mots « Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Les agents visés à l'alinéa 1^{er} appartenant à la Direction des Cours d'eau non navigables sont également chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes visées à l'article 63, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature. ».

Art. 3. Dans l'article R.89 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « ainsi que les agents du Département de la police et des contrôles, » sont abrogés;

b) le 1° est complété par les mots « ainsi qu'aux dispositions du Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes visées à l'article 63, alinéa 3 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature »;

c) le 3° est abrogé;

d) l'article est complété par les 4° à 6° rédigés comme suit :

« 4° au Code forestier;

5° à la loi du 28 février 1882 sur la chasse;

6° aux arrêtés d'exécution de la loi et des décrets visés aux 1°, 2°, 4° et 5°. ».

Art. 4. Dans l'article R.89bis du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les mots « du Code forestier et de la loi du 28 février 1882 sur la chasse » sont abrogés.

Art. 5. Dans l'article R.90 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, le 2° est abrogé.

Art. 6. L'article R.93bis du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2012, est abrogé.

Art. 7. Dans l'article R.93ter du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 février 2015 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Direction de la Qualité du Département du Développement » sont remplacés par les mots « Direction de la Qualité et du Bien-être animal du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les agents visés à l'alinéa 1^{er} sont également chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions du Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes visées à l'article 63, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature. ».

Art. 8. Dans l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts, l'alinéa 5 est abrogé.

Art. 9. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre de la Nature, de la Forêt, ayant la chasse dans ses attributions, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200261]

13. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Teils VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.140 § 1, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juli 2010, 27. März 2014 und 17. Juli 2018;

Aufgrund des Forstgesetzbuches, Artikel 3 Ziffer 1, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 8. November 2018;

Aufgrund des am 12. November 2018 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist keine Stellungnahme abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur, Forstwesen und ländliche Angelegenheiten und des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel R.87 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) zwischen die Wortfolge "Polizei und Kontrollen gehören," und das Wort "werden" wird die Wortfolge, sowie die Bediensteten der DGARNE, die dem Bereitschaftsdienst von "SOS Environnement-Nature" zugewiesen sind," eingefügt;

b) Ziffer 17° wird durch folgende Wortfolge ersetzt: "17° die Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten, die in Artikel 63 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnt werden;"

c) Er wird um eine Ziffer 18 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"18° die Durchführungserlasse der in den Ziffern 1 bis 12, 14, 15 und 16 erwähnten Gesetze und Dekrete."

Art. 2 - In Artikel R.88 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 und ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe" wird durch die Wortfolge "Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz" ersetzt;

2° er wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die in Absatz 1 genannten Bediensteten, die der Direktion der nicht schiffbaren Wasserläufe angehören, werden ebenfalls damit beauftragt, die Verstöße gegen die Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten, die in Artikel 63 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnt werden, aufzusuchen und festzustellen."

Art. 3 - In Artikel R.89 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "sowie die Bediensteten der Abteilung Polizei und Kontrollen" wird aufgehoben;

b) Ziffer 1 wird durch folgende Wortfolge ergänzt: "sowie die Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten, die in Artikel 63 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnt werden";

c) Ziffer 3 wird aufgehoben;

b) der Artikel wird um die Ziffern 4 bis 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° das Forstgesetzbuch;

5° das Gesetz vom 28. Februar 1882 über die Jagd;

6° die Durchführungserlasse der in den Ziffern 1, 2, 4 und 5 erwähnten Gesetze und Dekrete."

Art. 4 - In Artikel R.89bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016 wird die Wortfolge ", des Forstgesetzbuches und des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd" aufgehoben.

Art. 5 - In Artikel R.90 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, wird die Ziffer 2 aufgehoben.

Art. 6 - Artikel R. 93bis desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2012, wird aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel R.93ter desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Februar 2015 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung" durch die Wortfolge "Direktion der Qualität und des Tierschutzes der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz" ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die in Absatz 1 genannten Bediensteten werden ebenfalls damit beauftragt, die Verstöße gegen die Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten, die in Artikel 63 Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnt werden, aufzusuchen und festzustellen."

Art. 8 - In Artikel 2 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen wird Absatz 5 aufgehoben.

Art. 9 - Der Minister für Umwelt gehört, und der Minister für Natur und Forstwesen, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Minister-Präsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200261]

13 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen

De Waalse Regering,

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.140, § 1, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008 en gewijzigd bij de decreten van 22 juli 2010, 27 maart 2014 en 17 juli 2018;

Gelet op het Boswetboek, artikel 3, 1^o, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011 :

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen;

Gelet op het verslag van 8 november 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen op 17 juni 2015;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 12 november 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel R.87 van het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "alsook de personeelsleden van het DGARNE die in de wachtrol SOS Leefmilieu-Natuur opgenomen zijn" worden ingevoegd tussen het woord "ressorteren," en de woorden " worden belast";

b) punt 17^o wordt vervangen door "17^o de bepalingen van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten bedoeld in artikel 63, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud";

c) bedoeld artikel wordt aangevuld met een punt 18^o, luidend als volgt:

"18^o de besluiten tot uitvoering van de wetten en decreten bedoeld onder 1^o tot 12^o, 14^o, 15^o en 16^o."

Art. 2. In artikel R.88 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "Département de la Ruralité et des Cours d'Eau" (Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen) worden vervangen door de woorden "Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal" (Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn);

2^o bedoeld artikel wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

"De personeelsleden bedoeld in het eerste lid die onder de Directie Onbevaarbare Waterlopen ressorteren, worden ook belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de bepalingen van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten bedoeld in artikel 63, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud."

Art. 3. In artikel R.89 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

de woorden "alsook de personeelsleden van het "Département de la police et des contrôles" worden opgeheven;

b) punt 1^o wordt aangevuld met de woorden "alsook van de bepalingen van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten bedoeld in artikel 63, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud";

c) punt 3^o wordt opgeheven;

d) bedoeld artikel wordt aangevuld met de punten 4° tot 6°, luidend als volgt:

" 4° van het Boswetboek;

5° van de Jachtwet van 28 februari 1882;

6° van de besluiten tot uitvoering van de wet en van de decreten bedoeld onder 1°, 2°, 4° en 5°."

Art. 4. In artikel R.89bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de woorden "van het Boswetboek en van de Jachtwet van 28 februari 1882" opgeheven.

Art. 5. In artikel R.90 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, wordt het punt 2° opgeheven.

Art. 6. Artikel R.93bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2012, wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel R.93ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 februari 2015 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling" worden vervangen door de woorden "Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn";

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met volgend lid, luidend als volgt:

"De personeelsleden bedoeld in het eerste lid worden ook belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de bepalingen van Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten bedoeld in artikel 63, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud."

Art. 8. In artikel 2, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen, wordt het vijfde lid opgeheven.

Art. 9. De Minister van Leefmilieu en de Minister van Natuur, van Bossen, bevoegd voor Jacht, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/10473]

17 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 29 novembre 2018 relative au partage de modes transports en flotte libre constituant une alternative à la voiture

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les articles 3, § 2, 4, § 1^{er}, 6, §§ 1^{er} et 4, 8, § 5 troisième alinéa, 9, § 4, 10 deuxième et troisième alinéas, et 12 de l'Ordonnance du 29 novembre 2018 relative au partage de modes de transports en flotte libre constituant une alternative à la voiture;

Vu le test égalité des chances;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 24 avril 2018;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 22 mai 2018;

Vu la communication à la Commission européenne, en application de la directive 2015/1535/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Vu l'avis du Conseil d'État 64.703/4, donné le 12 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil Économique et Social pour la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juillet 2018;

Considérant l'avis de la Commission de mobilité régionale du 27 juin 2018;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/10473]

17 JANUARI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van de ordonnantie van 29 november 2018 betreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de artikelen 3, § 2, 4, § 1, 6, §§ 1 en 4, 8, § 5, derde lid, 9, § 4, 10, tweede en derde lid, en 12 van de ordonnantie van 29 november 2018 betreffende het delen van vrije vloot vervoersmodi die een alternatief zijn voor de auto;

Gelet op de gelijke kansentest ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 24 april 2018;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 22 mei 2018;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie met toepassing van richtlijn 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij ;

Gelet op advies 64.703/4 van de Raad van State, gegeven op 12 december 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 juli 2018;

Overwegende het advies van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie van 27 juni 2018;